

Pierre Beckouche

12 juillet 2007

Non, l'Union méditerranéenne n'est pas une chimère !

Pierre Beckouche est Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

L'article « Union Méditerranéenne, cette chimère » publié dans *Le Monde* du 11 juillet 2007, témoigne que l'initiative lancée par le Président de la République suscite autant d'intérêt que de malentendus. Intérêt : Daniel Vernet a raison de dire qu'il s'agit d'une relance, par le haut, d'un processus de Barcelone que sa dissymétrie (subventions de l'Europe pour aider ses voisins pauvres) avait fortement contribué à miner. L'idée est en effet d'associer de manière partenariale les Etats des deux rives de la Méditerranée. L'idée de « G-Med », qui associerait leurs gouvernements, a une signification politique forte qui porte un nom : la parité. L'insistance sur le terme de « codéveloppement », même si la notion reste une boîte noire, envoie un signal dans la même direction.

L'article témoigne également des malentendus qui accompagnent trop souvent les questions méditerranéennes. Sur l'analyse de la décision présidentielle d'abord. La décision ne s'explique pas par la qualité de la plume d'Henri Guaino, mais par l'accumulation de réseaux socioculturels et économiques qui lient sans cesse davantage des ONG ou des entreprises des deux rives. Ce mouvement, lancé par Barcelone, s'amplifie ; les partenariats industriels se renforcent, à mesure que les pays du Sud comprennent que cette interaction avec le Nord est indispensable pour les aider à faire face aux défis des millions d'emplois qu'ils doivent créer et de la réforme qu'ils doivent accélérer. Et à mesure que les pays du Nord comprennent que leur avenir passe par les marchés potentiellement gigantesques des pays de la rive sud.

Sur l'orientation économique ensuite : dire que « Les investissements étrangers dans les secteurs dits productifs ne sont plus la priorité » témoigne de la confusion usuelle des observateurs français dès qu'on touche à l'économie et à la géographie économique. Oui, les investissements étrangers resteront prioritaires, car l'apport de capitaux étrangers, et notamment européens, ce n'est pas seulement un apport d'argent, c'est surtout un apport de méthodes (management moderne, partenariats public-privé, etc). La véritable question n'est pas de savoir si les IDE vont venir dans la région « MENA », elle est de savoir si ces IDE viendront plutôt de l'Europe, des Etats-Unis, du Golfe ou de la Chine.

Sur les relations Sud-Sud aussi : on sait que ces pays ont des économies plus concurrentes que complémentaires. C'est la qualité de l'ancrage à l'Europe qui facilitera leurs échanges. Dans le transport aérien, c'est la participation aux grandes alliances avec les compagnies du Nord qui aidera à la création d'un ciel ouvert associant les pays du Maghreb. C'est l'intégration du Maghreb au marché européen du gaz et de l'électricité, dont le principe est acquis depuis 2003, qui facilitera les coopérations entre ces pays. C'est la promotion des produits agroalimentaires méditerranéens (fruits et légumes notamment), dans leur ensemble, qui permettra à la fois de résister à la concurrence croissante de la Californie, du Chili ou de l'Australie, et de dynamiser les partenariats Sud-Sud.

Enfin et surtout sur l'incitation. Daniel Vernet ne voit pas ce qui pourrait remplacer les sommes colossales que les Etats-Unis déversèrent jadis en Europe avec le plan Marshall pour contribuer à l'unification européenne. De fait, il n'y en a pas. Si l'U-Med se fait, elle se fera à côté de l'UE, de manière liée mais distincte, et il n'est donc même pas sûr qu'elle pourra utiliser les fonds de la Politique Européenne du Voisinage. Mais peu importe, car l'essentiel est là : **les pays du Sud n'ont pas besoin d'argent. Ils ont d'abord besoin d'un ancrage fort à l'Europe, ensuite de formation et de méthodes pour mener la modernisation que leurs élites montantes, brimées par les pouvoirs en place**, appellent de leurs vœux. Les seules remises migratoires de l'Europe vers le Maghreb dépassent 8 milliards d'euros (cf. www.ipemed.coop) ; les placements financiers du Maghreb vers l'Europe approchent la même somme, faute de trouver au Sud les projets de développement et des services bancaires adaptés. La réforme du système bancaire de la rive sud, adossé à une institution financière euroméditerranéenne, pourrait à cet égard constituer l'outil qu'il faut pour crédibiliser les multiples projets qui attendent.

Non, les seuls obstacles qui pourraient faire de cette nécessaire U-Med une chimère sont ailleurs : ce serait un accent trop prioritairement mis sur le contrôle des migrations, et une utilisation politique trop systématique de l'U-Med comme un moyen d'éviter l'entrée de la Turquie dans l'UE. Mais pour le reste, on peut être raisonnablement optimiste. L'enjeu est là : faire de l'espace euroméditerranéen une « région Nord-Sud » aussi dynamique que l'Alena ou l'Asie orientale, rien moins.

Pierre Beckouche

Pour en savoir plus :

- [Pierre Beckouche et Yann Richard, *Atlas d'une nouvelle Europe*, Autrement, 2005.](#)